



Le Saint-Siège

*Discours aux membres du Comité spécial de l'ONU contre l'apartheid**

7 juillet 1984

1. J'ai accepté de très grand cœur votre demande d'être reçus en audience, car j'y ai vu un signe de votre appréciation de ce que fait l'Église pour défendre la dignité de la personne humaine, et en particulier pour combattre toute forme de discrimination raciale.

Votre comité n'est pas étranger à ce lieu, et connaît l'enseignement souvent réaffirmé de l'Église et la position du Saint-Siège sur la discrimination raciale et l'apartheid.

Il y a dix ans, le 22 mai 1974, mon prédécesseur Paul VI recevait votre comité et indiquait les bases de l'engagement chrétien pour la cause de la promotion de la dignité humaine. La réunion d'aujourd'hui me donne l'occasion de faire valoir une fois de plus les principes régissant cet engagement. La création de l'homme par Dieu « à sa propre image » (Gn 1, 27) confère à tout être humain une éminente dignité; elle postule de même l'égalité fondamentale de tous les êtres humains. Pour l'Église cette égalité, qui est enracinée dans l'être même de l'homme, acquiert la dimension d'une fraternité tout à fait particulière à travers l'incarnation du Fils de Dieu, dont le sacrifice a racheté tous les hommes. Dans la Rédemption accomplie par Jésus-Christ, l'Église voit un nouveau fondement des droits et devoirs de la personne humaine. Par conséquent toute forme de discrimination fondée sur la race, qu'elle s'exerce occasionnellement ou systématiquement, qu'elle vise des individus ou des groupes raciaux dans leur ensemble, est tout à fait inacceptable. L'apôtre saint Paul dit très clairement: « Là, il n'y a plus Grec et Juif, circoncis, incirconcis, barbare, Scythe, esclave, homme libre, mais le Christ: il est tout et en tous. » (Col 3, 11.)

2. Malheureusement, comme j'ai pu le faire remarquer lors de la Journée inter-nationale pour l'élimination de la discrimination raciale: " ... La plaie, aux formes nombreuses, de la discrimination raciale défigure encore notre époque. Elle nie l'égalité fondamentale de tous les hommes et de toutes les femmes, proclamée dans les diverses déclarations des Nations Unies, mais surtout

enracinée en Dieu » (21 mars 1984).

Je voudrais de même rappeler que Paul VI, dans sa dernière allocution au corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège, a évoqué le conflit racial en Afrique et mentionné "la tentative pour créer des assises juridiques et politiques en violation des principes du suffrage universel et de l'autodétermination des peuples" (14 janvier 1978).

Le Saint-Siège suit de très près l'évolution de la situation en Afrique du Sud, et, à plusieurs reprises, a montré sa préoccupation de voir respecter les droits des individus et des peuples qui y vivent.

3. Dans ce contexte, j'aimerais évoquer deux aspects particuliers du problème qui existe en cette partie du monde. Il s'agit de deux aspects soulevant des questions qui sont complexes, sérieuses et difficiles, mais qui sont fondamentales pour l'avenir de la région et pour le bien-être du peuple qui y vit. Je pense au problème de l'indépendance de la Namibie, dont j'ai fait mention dans mon discours au Corps diplomatique le 14 janvier dernier, et la question du déplacement imposé de grands nombres de personnes en Afrique du Sud.

La raison pour laquelle j'ai mentionné ces deux problèmes aujourd'hui n'est pas que le Saint-Siège souhaite avancer des propositions d'ordre politique.

Le Saint-Siège n'ignore pas les nombreuses implications politiques qui entourent ces questions, mais son intérêt se porte sur un autre plan, celui de la personne humaine. Et c'est sur ce plan que ces problèmes suscitent une profonde inquiétude, car le poids de souffrance touchant les individus et les communautés concernés est très lourd. L'Église catholique, fidèle à sa mission dans le monde, partage ces souffrances et ne peut les passer sous silence, car si elle le faisait, son témoignage d'amour et de service de l'homme serait compromis. La Bonne Nouvelle qu'elle a reçue de son Divin Fondateur fait un devoir à l'Église de proclamer le message du salut et de la dignité humaine, et de condamner les injustices et les attaques faites à la dignité humaine.

Quant à la Namibie, le Saint-Siège exprime l'espoir que les négociations, qui sont en cours depuis longtemps, pourront se traduire, sans trop de délai, en des décisions claires qui reconnaîtront sans ambiguïté le droit de cette nation à la souveraineté et à l'indépendance. Cela constituera une importante contribution au rétablissement de la paix dans la région et un signe précieux de réconciliation entre les différents peuples qui vivent là. Ce sera de même une application exemplaire des principes de la loi internationale qui ne peut manquer d'étendre son influence positive à d'autres conflits sur le continent africain et aussi ailleurs.

Les récents accords qui ont marqué les relations entre différents pays de l'Afrique du Sud semblent rendre compte d'un progrès dans cette direction. En attendant, il est d'une importance primordiale que la conduite des autorités civiles et militaires sur le territoire namibien soit animée

de respect pour les droits des habitants, même dans les situations d'affrontement qui peuvent exister.

Quant au deuxième problème que j'ai évoqué, à savoir le déplacement de grands nombres de citoyens d'Afrique du Sud aux lieux de résidence leur étant assignés par le gouvernement, l'Église catholique locale a déjà protesté, car ce procédé constitue une grave violation des droits de la personne humaine et, en même temps, porte gravement préjudice à la vie familiale et au tissu social.

Une initiative oecuménique commune a été prise par la Conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud et le Conseil des Églises sud-africain, afin d'attirer l'attention du public et des organisations internationales sur ces faits, qui sont l'une des conséquences du système de l'apartheid. Le Saint-Siège, quant à lui, fait part de ses inquiétudes concernant des procédés contraires à la dignité des individus et de communautés entières. Il souhaite ardemment qu'une politique différente soit mise en oeuvre, afin qu'à une population déjà si gravement éprouvée et dont le droit à être traitée sans discrimination est systématiquement bafoué puissent être épargnées de nouvelles épreuves tragiques et douloureuses. Il souhaite de même la révision d'une telle politique afin que, dans l'avenir, d'autres conséquences désastreuses puissent être évitées, pour le bien réel de tous ceux qui vivent dans la région et dans l'intérêt de la paix mondiale.

4. Mes chers amis, votre travail délicat exige la fermeté dans la défense des principes et la prudence dans le choix de moyens appropriés pour atteindre votre but. Je peux vous assurer que l'Église, consciente de son propre niveau de responsabilité et de compétence, est à vos côtés sur la route difficile que vous avez empruntée et elle est prête à soutenir tout effort visant à écarter la tentation de la violence et à aider à résoudre le problème de l'apartheid dans un esprit de dialogue et d'amour fraternel qui respecte les droits des parties impliquées.

Puisse le Dieu tout-puissant inspirer la bonne volonté à tous ceux qui sont concernés, et aider ceux qui sont aux postes de responsabilité à prendre de sages décisions, afin que, dans cette région du monde, la justice et la paix puissent prévaloir. C'est la dignité de la personne humaine et le bien-être de toute l'humanité qui sont en jeu.

**L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française n.29 p.2.*

La Documentation Catholique n.1880 p.818-819.

**AI MEMBRI DEL COMITATO SPECIALE DELL'ORGANIZZAZIONE
DELLE NAZIONI UNITE CONTRO L'APARTHEID***

Sabato, 7 luglio 1984

Señor Presidente, queridos amigos:

1. He aceptado muy gustosamente vuestra solicitud de ser recibidos en audiencia porque he visto en ella un signo de vuestro aprecio por lo que la Iglesia católica esté haciendo para defender la dignidad de la persona humana y, en particular, para combatir cualquier forma de racismo.

Vuestro Comité no es extraño en este lugar y conoce bien la doctrina de la Iglesia, tantas veces reafirmada, y la postura de la Santa Sede en relación con la discriminación racial y el apartheid.

Hace diez años, el 22 de mayo de 1974, mi predecesor Pablo VI recibió a vuestro Comité y señaló las bases de la tarea cristiana en la causa de la promoción de la dignidad humana. El encuentro de hoy me ofrece la oportunidad de subrayar una vez más los principios que determinan esta tarea. La creación del hombre por Dios "a su imagen" (Gén 1, 27) confiere a toda persona humana una dignidad eminente; supone además la igualdad fundamental de todos los seres humanos. Para la Iglesia, esta igualdad, enraizada en el mismo ser del hombre, adquiere la dimensión de una fraternidad especialísima mediante la encarnación del Hijo de Dios, cuyo sacrificio redimió a todos los hombres. En la redención realizada por Jesucristo la Iglesia contempla una nueva base para los derechos y deberes de la persona humana. Por ello, cualquier forma de discriminación por causa de la raza, bien sea practicada ocasional o sistemáticamente y bien alcance a ciertos individuos o a grupos enteros, es absolutamente inaceptable. El Apóstol San Pablo dice con toda claridad: "En quien no hay griego ni judío, circuncisión ni incircuncisión, bárbaro o escita, siervo o libre, porque Cristo lo es todo en todos» (Col 3, 11).

2. Por desgracia, como observé con motivo de la celebración de la Jornada Internacional para la Eliminación de la discriminación racial: "...la plaga multiforme de la discriminación desfigura todavía nuestra época. Niega la igualdad fundamental de todos los hombres proclamada en varias Declaraciones de las Naciones Unidas y sobre todo radicada en Dios" (Discurso a los participantes en la audiencia general del miércoles 21 de marzo de 1984).

Desearía recordar también el hecho de que en su último discurso al Cuerpo Diplomático acreditado ante la Santa Sede, Pablo VI habló de los conflictos raciales en África y se refirió "al intento de crear estructuras jurídicas y políticas que violan los principios del sufragio universal y la

autodeterminación de los pueblos» (14 de enero de 1978).

La Santa Sede sigue muy atentamente el desarrollo de la situación en Sudáfrica y ha mostrado repetidamente su interés porque se respeten los derechos de los individuos y de las poblaciones que viven allí.

3. En este contexto desearía hacer alusión a dos aspectos especiales del problema existente en esa parte del mundo. Se trata de un problema que con sus dos aspectos suscita cuestiones complejas, graves y difíciles, pero que son fundamentales para el futuro de la región y para el bienestar de las gentes que viven allí. Me refiero al problema de la independencia de Namibia, a la que me referí en mi discurso al Cuerpo Diplomático el pasado 14 de enero, y al problema del desplazamiento de un gran número de personas en Sudáfrica.

Menciono hoy estos dos asuntos, no porque la Santa Sede desee presentar propuestas de una naturaleza política. La Santa Sede no desconoce las numerosas implicaciones políticas que llevan consigo estas cuestiones, pero su interés se sitúa a otro nivel: el nivel de la persona humana. Es precisamente en este nivel donde estas cuestiones producen una profunda inquietud, pues el peso de los sufrimientos que están afectando a los individuos y a las comunidades implicadas en el problema es muy grande. La Iglesia católica, fiel a su misión en el mundo, comparte sufrimientos y no puede silenciarlos, pues si lo hiciera, su testimonio de amor y servicio al hombre se vería comprometido. La Buena Nueva recibida de su Divino Fundador obliga a la Iglesia a proclamar el mensaje de la salvación y de la dignidad humana, y a condenar las injusticias y atentados contra esta misma dignidad.

Por cuanto se refiere a Namibia, la Santa Sede expresa su esperanza en la posibilidad de que las negociaciones, que se han desarrollado durante mucho tiempo, se transformen sin demasiado retraso en decisiones claras que reconozcan sin ambigüedad el derecho de esta nación a ser soberana e independiente. Sería una buena contribución para restaurar la paz en la región y un valioso signo de reconciliación entre los diferentes pueblos que viven allí. Será igualmente una aplicación ejemplar de los principios del derecho internacional que ha de extender su influencia positiva también a otros conflictos del continente africano y de otros lugares.

Los recientes acuerdos que han marcado las relaciones entre diferentes naciones de África del Sur, parecen constituir un paso adelante en esta dirección. Mientras tanto, es de capital importancia que la conducta de las autoridades civiles y militares en el territorio de Namibia se inspire en el respeto a los derechos de los habitantes, incluso en las situaciones de enfrentamiento que puedan existir.

Por lo que se refiere a la segunda cuestión que he mencionado, es decir, el desplazamiento de un gran número de ciudadanos sudafricanos a lugares que les han sido designados por el Gobierno, la Iglesia católica local ha expresado ya su protesta, pues dicho procedimiento representa una

violación grave de los derechos de la persona humana y, al mismo tiempo, daña profundamente la vida familiar y la estructura social.

La Conferencia de Obispos Católicos de Sudáfrica y el Consejo Sudafricano de las Iglesias han tomado ya una iniciativa ecuménica conjunta ordenada a llamar la atención de las organizaciones públicas e internacionales sobre estos hechos, que son consecuencia del sistema del apartheid. La Santa Sede, por su parte, expresa su preocupación frente a aquellos procedimientos contrarios a la dignidad de los individuos y de enteras comunidades. Espera seriamente que se emprenda una política diferente con el fin de que a una población, sometida ya a pruebas tan dolorosas y cuyo derecho a ser tratada sin discriminación es burlado sistemáticamente, se le ahorren otras experiencias dolorosas y trágicas. Desea asimismo la revisión de esa política para que se puedan evitar en el futuro otras consecuencias catastróficas por el auténtico bien de todos los que viven en la región y por la causa de la paz mundial.

4. Mis queridos amigos: Vuestra delicada tarea exige firmeza en la defensa de los principios y prudencia en la elección de los medios apropiados para alcanzar vuestros objetivos. Os aseguro que la Iglesia, teniendo conciencia de su propio nivel de responsabilidades y competencias, os acompaña en ese camino tan difícil que recorréis y está dispuesta a apoyar cualquier esfuerzo orientado a eliminar la tentación de la violencia y a ayudar a resolver el problema del apartheid en un espíritu de diálogo y amor fraterno que respete los derechos de las partes implicadas.

Que Dios omnipotente inspire sentimientos de buena voluntad a todas las personas afectadas y ayude a aquellos que ocupan cargos de responsabilidad a tomar decisiones sabias, de modo que en aquella región del mundo triunfen la justicia y la paz. Lo que está en juego es la dignidad de la persona humana y el bienestar de toda la humanidad.

**L'Osservatore Romano*. Edición semanal en lengua española n. 50 p.18.

© Copyright 1984 - Libreria Editrice Vaticana

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana